

3 mars 2021

Mali : Situation sécuritaire dans le district de Bamako (depuis janvier 2021)

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Violences lors des manifestations anti-gouvernementales	3
2. Incidents en marge du coup d'Etat du 18 août 2020.....	4
3. Menace terroriste et criminalité	6

Résumé : Depuis janvier 2019, Bamako a été le théâtre de manifestations importantes menées par l'opposition contre le chef de l'Etat Ibrahim Boubacar Keïta. En avril 2020, la contestation s'amplifie et prend un tournant violent à la suite des élections législatives. Au moins quatorze personnes sont tuées à l'issue des violences survenues lors d'une manifestation de l'opposition le 10 juillet 2020. Le 18 août 2020, des officiers de l'armée appelés Conseil national pour le salut du peuple (CNSP) se mutinent et renversent le Président. Plusieurs personnalités publiques sont arrêtées par la junte et poursuivies pour des faits relevant d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Des observateurs se disent inquiets des restrictions des libertés observées dans un contexte d'état d'urgence sécuritaire et sanitaire. Sur la même période, les incidents liés à des activités terroristes ou criminelles sont apparus sporadiques dans le district de Bamako.

Abstract: Since January 2019, major anti-governmental protests took place in Bamako calling for President Ibrahim Boubacar Keita to step down. The protests escalated and turned violent following the legislative elections in April 2020. At least fourteen people were killed during a demonstration on July 10, 2020. On August 18, 2020, army officers calling themselves the National Council for the Salvation of the People (CNSP) overthrow President Ibrahim Boubacar Keita and his government in a coup. Since then, several public figures were arrested and are now prosecuted for committing offenses against state security. Observers are expressing concern about the restriction of freedoms in the context of a state of emergency due to terrorism and Covid-19. During the same period, incidents linked to terrorist or criminal activities were sporadic in the district of Bamako.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

1. Violences lors des manifestations antigouvernementales

Au printemps 2020, des mesures exceptionnelles sont mises en place pour faire face à la pandémie mondiale liée au virus Covid-19 (état d'urgence sanitaire, couvre-feu, interdiction des rassemblements de plus de 50 personnes, fermeture des frontières terrestres et aériennes, etc.).¹

Au premier trimestre 2020, la Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) observe, dans un rapport sur les violations des droits humains, une « multiplication des exécutions extrajudiciaires » imputées aux forces de sécurité sur l'ensemble du territoire. Parmi les 101 victimes comptabilisées, la mission des Nations Unies fait état de deux victimes dans le district de Bamako, après deux incidents survenus le 20 février 2020 et le 13 mars 2020. Le rapport n'apporte pas de précision sur les circonstances de ces incidents².

Sur la même période, la MINUSMA recense 25 incidents sécuritaires dans le district de Bamako sur un total de 458 incidents répertoriés sur l'ensemble du pays. Le district de Bamako demeure la région la moins affectée par des violations et abus des droits de l'homme. Ainsi, seules 4,68% des violations comptabilisées par la MINUSMA se sont produites dans ce district (contre 54,34% pour la région de Mopti)³.

Malgré la situation sanitaire, les élections législatives se déroulent à partir du 29 mars 2020. La DDHP de la MINUSMA ne documente « aucun incident majeur dans les régions du Sud (y compris le district de Bamako) » pendant les scrutins.⁴

Après les élections législatives, les manifestations se multiplient dans la capitale et dans tout le pays. A l'appel du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces patriotiques (M5-RFP), les manifestants descendent dans la rue pour contester les résultats définitifs des élections législatives proclamés par la Cour constitutionnelle le 30 avril 2020. Ces rassemblements sont notamment localisés « dans les communes I, V et VI de Bamako », et dans les villes de « Kati, Sikasso, Yanfolila et Bougouni »⁵.

Selon *Human Rights Watch* (HRW), « la détérioration de la situation sécuritaire, la perception d'une corruption au sein du gouvernement et des élections parlementaires controversées entachées de violence et d'irrégularités sont autant de facteurs qui ont provoqué l'organisation de manifestations de grande ampleur dans la capitale malienne, Bamako, ainsi que dans d'autres villes »⁶.

Deux grandes manifestations sont notamment organisées par le M5-RFP le 5 et le 19 juin 2020. Ils rassemblent chaque fois plusieurs milliers de personnes, appelant à la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta⁷. Des affrontements sporadiques entre manifestants et forces de sécurité ont lieu en fin de journée, se soldant par des blessés légers et des dégâts matériels. La MINUSMA ne déplore aucune incident majeur⁸.

Les rassemblements dégénèrent en affrontements mortifères à l'occasion d'une troisième manifestation organisée par le M5-RFP le 10 juillet 2020⁹. Ces violences sont condamnées par les organisations internationales et de défense des droits humains, qui dénoncent un usage disproportionné de la force de la part des autorités¹⁰.

A la suite des violences, la DDHP de la MINUSMA annonce l'ouverture d'une mission spéciale pour enquêter sur les violences. Elle confirme que des violations des droits de l'homme, des actes de violence

¹ Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), novembre 2020, [url](#)

² MINUSMA, avril 2020, [url](#)

³ MINUSMA, avril 2020, [url](#)

⁴ MINUSMA, novembre 2020, [url](#)

⁵ MINUSMA, novembre 2020, [url](#)

⁶ Human Rights Watch (HRW), 13/01/2021, [url](#)

⁷ Le Monde, 05/06/2020, [url](#)

⁸ MINUSMA, novembre 2020, [url](#) ; août 2020, [url](#)

⁹ RFI, 10/07/2020, [url](#) ; Le Monde, 10/07/2020, [url](#)

¹⁰ ONU Infos, 13/07/2020, [url](#) ; HRW, 12/08/2020, [url](#)

et de vandalisme ont été commis entre le 10 et le 13 juillet 2020 par des agents des forces de sécurité et de défense et par des manifestants :

« [...] Les 10, 11, 12 et 13 juillet à Bamako, quatorze (14) manifestants, tous de sexe masculin, dont deux (2) enfants ont été tués lors des interventions des forces de maintien de l'ordre notamment la Gendarmerie nationale, la Police nationale, la Garde nationale et la FORSAT. Au moins 158 autres personnes dont 118 agents des forces de défense et de sécurité parmi lesquels 81 fonctionnaires de police, ont été blessés du fait de l'intervention des forces de l'ordre et d'actes de violence imputables aux manifestants au cours des événements du 10 au 13 juillet 2020. Enfin, la DDHP est en mesure de conclure qu'entre le 10 et 13 juillet 2020, au moins 200 personnes (dont 6 femmes et 7 enfants) ont été arrêtées et détenues à Bamako, respectivement à la Brigade de recherche de la gendarmerie de Bamako (au Camp 1) ainsi que dans les commissariats de police des 3^e, 7^e et 10^e arrondissement de Bamako »¹¹.

Sur la circonstance du décès de plusieurs manifestants, la MINUSMA précise que :

« [...] Les personnes tuées et blessées au cours de ces événements l'ont été par des armes létales et du fait des éclats de grenades lacrymogènes. D'autres ont été admis à l'hôpital pour des soins intensifs et ont succombé à leurs blessures »¹².

HRW confirme un bilan humain de 14 morts, estimant pour sa part que « plus de 300 personnes, dont des manifestants, des passants et des membres des forces de sécurité, ont été blessées » lors des événements de juillet 2020¹³.

Ces incidents se sont notamment produits entre le 10 et le 13 juillet 2020 au niveau de l'Office de Radio et de Télévision du Mali (ORTM), de l'Assemblée nationale, des quartiers Badalabougou, Sogoniko de Faladje, Mali et Badalabougou. La DDHP fournit un compte-rendu détaillé des incidents¹⁴.

Jusqu'en novembre 2020, date de la publication du rapport, la DDHP de la MINUSMA indique qu'aucune enquête n'a été menée pour examiner le rôle des forces de défense et de sécurité dans les violations des droits humains observées¹⁵.

En novembre 2020, la MINUSMA confirme pourtant l'intervention de la Force spéciale Anti-Terroriste (FORSAT) dans les opérations de maintien de l'ordre à Bamako du 10 au 13 juillet 2020¹⁶. A l'époque, le Premier ministre Boubou Cissé avait demandé que lumière soit faite sur la mobilisation d'une telle force lors d'une opération de maintien de l'ordre. La FORSAT est une unité d'élite uniquement destinée à la lutte anti-terroriste¹⁷.

Par la suite, de nouvelles manifestations se sont tenues à l'appel du M5-RFP, continuant d'appeler à la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta. Le 11 août 2020, une nouvelle manifestation sur la place de l'Indépendance à Bamako « s'est déroulée sans incident majeur »¹⁸.

2. Incidents en marge du coup d'Etat du 18 août 2020

Dans ce contexte de forte contestation populaire, un groupe d'officiers militaires répondant au nom de Comité national pour le salut du peuple (CNSP) prend le pouvoir lors d'un coup d'Etat le 18 août 2020. Ils prennent d'abord le contrôle de la base militaire de Kati, située à 15 km au nord de Bamako, avant de rejoindre la capitale. Le président Ibrahim Boubacar Keïta, le Premier ministre Boubou Cissé et plusieurs autres personnalités politiques sont arrêtées. A la télévision, le président Ibrahim Boubacar

¹¹ MINUSMA, novembre 2020, [url](#)

¹² MINUSMA, novembre 2020, [url](#)

¹³ HRW, 13/01/2021, [url](#)

¹⁴ HRW, 13/01/2021, [url](#)

¹⁵ MINUSMA, novembre 2020, [url](#)

¹⁶ MINUSMA, novembre 2020, [url](#)

¹⁷ Le Monde, 15/07/2020, [url](#)

¹⁸ HRW, 13/01/2021, [url](#)

Keïta annonce la dissolution du Parlement, du gouvernement et sa démission. Le CNSP promet l'organisation d'une transition civile et d'élections prochaines¹⁹.

Malgré la volonté manifeste des acteurs de soutenir une transition calme et pacifique, le coup d'Etat a été accompagné de violences²⁰. En janvier 2021, la DDHP de la MINUSMA conclut :

« A la suite de l'interruption de l'ordre constitutionnel, dans la nuit du 18 au 19 août 2020, la Division a documenté, la mort de cinq (5) civils et des blessures par balles sur 18 autres, dans les communes III et IV du District de Bamako. Les victimes ont été tuées et blessées par balles par des éléments de la Garde nationale alors qu'elles se livraient à des actes de pillage au siège de la Direction du budget et des finances »²¹.

Elle relève également qu'au cours des événements, « 25 personnes détenues au Camp 1 et à la Maison d'arrêt et de correction de Bamako parmi lesquelles cinq (5) policiers inculpés pour des faits de terrorisme » ont été libérées extrajudiciairement²².

En décembre 2020, plusieurs arrestations menées par les services de renseignement ont eu lieu dans la ville de Bamako. Au moins sept personnalités proches du monde politique et médiatique ont été arrêtées. Il s'agit notamment de Sékou Traoré, chef de cabinet de la présidence, et de Mohamed Youssouf Bathily, alias Ras Bath, chroniqueur radio sur *Renouveau FM* et figure du Collectif pour la défense de la République (CDR)²³. Ils sont poursuivis pour des faits de tentative de déstabilisation, d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ou d'offense au chef de l'Etat et sont en partie détenus dans un camp de gendarmerie de Bamako²⁴. Le domicile de l'ancien Premier ministre Boubou Cissé a également été visité par des civils en arme. Depuis lors, l'ancien chef de gouvernement s'est réfugié dans un « lieu sûr » à Bamako, selon les dires de ses avocats²⁵.

Dans ce contexte, la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH), organisme gouvernemental dédié à la promotion et la protection des droits humains sous tutelle du ministère de la Justice, a exprimé sa préoccupation quant à ces arrestations extrajudiciaires et rappelé le CNSP à ses obligations nationales et internationales en matière de procédure légale et de respect des droits fondamentaux²⁶. En janvier 2021, les avocats des personnalités poursuivies dénonçaient des procédures arbitraires et illégales devant la presse²⁷.

Pour des raisons sanitaires et sécuritaires, des manifestations ont été interdites avant et après le coup d'Etat. A cet égard, le Département d'Etat américain relève que des dispositions relatives à l'état d'urgence ont été invoquées par les autorités pour interdire des manifestations pacifiques. Le 5 avril 2019, le gouverneur de Bamako s'est par exemple opposé à la tenue d'une manifestation initiée par l'opposition en s'appuyant sur les dispositions de l'état d'urgence. Le rassemblement s'est finalement déroulé dans le calme, en dépit de l'interdiction²⁸. C'est aussi le cas d'une manifestation contre la présence française au Mali, interdite par le gouverneur de Bamako en janvier 2021, selon *Ouest France*²⁹. Deux mois plus tôt, la Commission nationale des droits de l'homme et la Maison de la presse exprimaient leur inquiétude quant à une restriction des libertés liées aux mesures d'urgence au Mali³⁰. En février 2021, le M5-RFP a néanmoins tenu son premier meeting depuis le coup d'Etat au palais de la Culture de Bamako³¹.

¹⁹ Le Monde, 18/08/2020, [url](#)

²⁰ Le Monde, 18/08/2020, [url](#)

²¹ MINUSMA, janvier 2021, [url](#)

²² MINUSMA, janvier 2021, [url](#)

²³ RFI, 19/12/2020, [url](#)

²⁴ Le Monde, 28/12/2020, [url](#) ; RFI, 28/12/2020, [url](#)

²⁵ Jeune Afrique, 08/01/2021, [url](#)

²⁶ RFI, 19/12/2020, [url](#)

²⁷ RFI, 09/01/2021, [url](#)

²⁸ US Department of State (USDOS), 11/03/2020, [url](#)

²⁹ Ouest France, 20/01/2021, [url](#)

³⁰ RFI, 19/12/2020, [url](#)

³¹ RFI, 22/02/2021, [url](#)

3. Menace terroriste et criminalité

En octobre 2019, l'état d'urgence a été prorogé pour une année supplémentaire³². Il était entré en vigueur à la suite de l'attentat contre l'hôtel *Radisson Blu* de Bamako, le 20 novembre 2015³³.

Le 21 novembre 2019, deux djihadistes présumés ont été arrêtés au grand marché de Bamako, où ils se rendaient pour réaliser des achats de matériel logistique. Selon un communiqué de la Direction générale de la sécurité d'Etat (DGSE) – les services de renseignement maliens – il s'agirait de « deux principaux soutiens logistiques du groupe terroriste Ansarul Islam ». Ces individus étaient aussi à Bamako pour « faire du repérage pour d'éventuels attentats » et « négocier la libération de plusieurs cadres de leur organisation détenus à la Maison d'arrêt de Bamako »³⁴.

Entre le 1^{er} janvier 2019 et le 1^{er} mars, The *Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED) a recensé quelques décès liés à des crimes de droit commun à Bamako (affrontements entre factions d'étudiants ou d'organisations syndicales rivales, lynchages de criminels présumés, braquages à main armée, assassinats, etc.)³⁵.

En novembre 2019, un jeune homme a été condamné à mort pour le meurtre d'Abdou Aziz Yattabaré, imam et secrétaire général du Haut Conseil Islamique du Mali. Commis en janvier 2019, ce meurtre avait causé un certain émoi au sein de la communauté musulmane, qui avait dénoncé des assassinats ciblés à Bamako et réclamé l'application stricte de la peine de mort^{36 37}.

Le 5 juin 2020, au moins quatre détenus ont été tués lors d'une « mutinerie » dans une prison de Bamako, le même jour que l'une des manifestations organisées par le M5-RFP. Aucun prisonnier n'est parvenu à s'évader, d'après les informations communiquées par les autorités³⁸.

³² Jeune Afrique, 18/10/2019, [url](#)

³³ RFI, 21/11/2015, [url](#)

³⁴ Voice of America (VOA), 22/11/2019, [url](#)

³⁵ The Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), (date d'extraction : 01/03/2021).

³⁶ NDLR : La peine de mort n'a pas été abolie au Mali, mais sa dernière application remonte à 1980.

³⁷ RFI, 20/11/2019, [url](#) ; Studio Tamani, 27/01/2019, [url](#)

³⁸ Ouest France, Au Mali, des milliers de manifestants demandent la démission du président, 06/06/2020, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés entre le 26 février et le 3 mars 2020.

Organisations internationales

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), « Note sur les tendances des violations et abus des droits de l'homme au Mali (1^{er} juillet-30 septembre 2021) », janvier 2021, https://minusma.unmissions.org/sites/default/files/final_version_note_trimestrielle_juillet-septembre_2020.pdf

MINUSMA, « Rapport sur les violations et atteintes aux droits de l'homme commises dans le cadre des manifestations du 10 au 13 juillet 2020 », novembre 2020, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/ML/report_10-13_july_demonstration.pdf

ONU Infos, « Mali : l'ONU et ses partenaires condamnent les violences et appellent au dialogue », 13/07/2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/07/1072901>

MINUSMA, « Note sur les tendances des violations et abus des droits de l'homme au Mali (1^{er} janvier-31 mars 2020) », avril 2020, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/ML/Notetrimestrielle_tendancesdesviolationsetabusdesdroitsdelhomme_JanvierMars2020.pdf

Nations Unies, Conseil de Sécurité, « Rapport du Secrétaire général sur la situation au Mali », [S/2019/782], 01/10/2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/S_2019_782_F.pdf

Institution nationale

US Department of State (USDOS), « Country Report on Human Rights Practices 2019 – Mali », 11/03/2020, <https://www.ecoi.net/en/document/2026409.html>

Organisations non gouvernementales

The Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED), Data Export Tool, « Données extraites tous les incidents survenus dans le district de Bamako entre le 20 février 2018 et le 1^{er} mars 2021 », (date d'extraction :) 01/03/2021

Human Rights Watch (HRW), « Rapport mondial 2021, Mali : événements de 2020 », 13/01/2021, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2021/country-chapters/377477>

HRW, « Mali : Les forces de sécurité ont fait un usage excessif de la force lors de manifestations », 12/08/2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/08/12/mali-les-forces-de-securite-ont-fait-un-usage-excessif-de-la-force-lors-de>

Médias

Radio France Internationale (RFI), « Mali: le M5 organise son premier meeting à Bamako depuis le coup d'État », 22/02/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210221-mali-le-m5-organise-son-premier-meeting-%C3%A0-bamako-depuis-le-coup-d-%C3%A9tat>

Ouest France, « Mali. Interdiction d'une manifestation contre la présence militaire française », 20/01/2021, <https://www.ouest-france.fr/monde/mali/mali-interdiction-d-une-manifestation-contre-la-presence-militaire-francaise-7124521>

RFI, « Mali: les avocats des suspects d'atteinte à la sûreté de l'État donnent de la voix », 09/01/2021, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20210109-mali-les-avocats-des-suspects-d-atteinte-%C3%A0-la-s%C3%BBret%C3%A9-de-l-%C3%A9tat-donnent-de-la-voix>

Jeune Afrique, « Mali : l'ex-Premier ministre Boubou Cissé est « en lieu sûr », selon ses avocats », 08/01/2021, <https://www.jeuneafrique.com/1102093/politique/mali-lex-premier-ministre-boubou-cisse-est-en-lieu-sur-selon-ses-avocats/>

Le Monde, « Au Mali, ouverture d'une enquête pour « atteinte à la sûreté de l'Etat », 28/12/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/12/28/au-mali-ouverture-d-une-enquete-pour-atteinte-a-la-surete-de-l-etat_6064687_3212.html

RFI, « Mali: ouverture d'une enquête sur des faits d'atteinte à la sûreté de l'État », 28/12/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201228-mali-cinq-personnes-poursuivies-pour-atteinte-%C3%A0-la-s%C3%BBret%C3%A9-int%C3%A9rieure-de-l-%C3%A9tat>

RFI, « Mali: les libertés publiques restreintes par l'état d'urgence », 19/12/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201219-mali-les-libert%C3%A9s-publiques-restreintes-par-l-%C3%A9tat-d-urgence>

Le Monde, « Coup d'Etat au Mali : le président, Ibrahim Boubacar Keïta, démissionne », 18/08/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/18/coup-d-etat-au-mali-le-president-ibrahim-boubacar-keita-et-son-premier-ministre-aux-mains-des-putschistes_6049272_3212.html

Le Monde, « Au Mali, le rôle d'une unité d'élite antiterroriste en question dans les violences meurtrières », 15/07/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/15/au-mali-le-role-d-une-unite-d-elite-antiterroriste-en-question-dans-les-violences-meurtrieres_6046240_3212.html

Le Monde, « Mali : escalade de violence à Bamako lors de la manifestation contre le président, au moins un mort », 10/07/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/07/10/mali-escalade-de-violence-a-bamako-lors-de-la-manifestation-contre-le-president-au-moins-un-mort_6045888_3212.html

RFI, « Mali : la manifestation du M5 contre IBK dégénère à Bamako », 10/07/2020, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20200710-mali-le-m5-nouveau-la-rue-r%C3%A9clamer-la-d%C3%A9mission-pr%C3%A9sident-ibk>

Ouest France, « Au Mali, des milliers de manifestants demandent la démission du président », 06/06/2020, <https://www.ouest-france.fr/monde/mali/au-mali-des-milliers-de-manifestants-demandent-la-demission-du-president-6860230>

Le Monde, « Au Mali, des milliers de manifestants demandent la démission du président », 05/06/2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/06/05/au-mali-des-milliers-de-manifestants-demandent-la-demission-du-president_6041952_3212.html

Voice of America (VOA), « Deux membres présumés d'un groupe jihadiste interpellés à Bamako », 22/11/2019, <https://www.voaafrique.com/a/mali-deux-membres-pr%C3%A9sum%C3%A9s-d-un-groupe-jihadiste-interpell%C3%A9s-%C3%A0-bamako/5177320.html>

RFI, « Mali: condamné à mort pour le meurtre d'un imam à Bamako », 20/11/2019, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20191120-mali-condamne-mort-meurtre-imam-bamako>

Jeune Afrique, « Mali : l'état d'urgence de nouveau prolongé », 18/10/2019, <https://www.jeuneafrique.com/844319/politique/mali-letat-durgence-a-nouveau-prolonge/>

Studio Tamani, « Insécurité au Mali : des associations musulmanes demandent « l'application de la peine de mort », 27/01/2019, <https://www.studiotamani.org/index.php/themes/politique/18681-insecurite-au-mali-des-associations-musulmanes-demandent-l-application-de-la-peine-de-mort>

RFI, « Attaque à Bamako: le président IBK décrète l'état d'urgence », 21/11/2015, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20151121-attaque-bamako-president-ibk-decrete-etat-urgence-deuil-hotel-radisson>